

15 mars 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gonzalo Sanchez de Lozada, Président de la Bolivie, sur l'organisation de la Coupe du Monde de football et sur la lutte contre la production et le trafic de drogue et l'aide à la culture de produits de substitution, La Paz le 15 mars 1997.

QUESTION.- A propos de la dette bolivienne.

- LE PRESIDENT.- D'abord, il y a des systèmes pour annuler les dettes, en particulier un système international qui siège à Paris, sous Présidence française, qui s'appelle le Club de Paris. Le Club de Paris, en 1995, a fait en sorte que la dette bilatérale de la Bolivie soit réduite des deux tiers.

- Deuxièmement, nous avons des systèmes internationaux qui ont été bien améliorés, dans la dernière réunion du G7 de Lyon, et qui permettront d'annuler, de façon importante, les dettes des pays qui en ont besoin. Je puis vous dire que la France appuie sans réserve la Bolivie pour que celle-ci puisse bénéficier de ce nouveau système d'annulation de dettes, qui a été décidé à Lyon, et qui devrait intervenir vers la fin de l'année. J'espère qu'ainsi, la charge de la dette bolivienne sera considérablement allégée et la France fera tout pour atteindre cet objectif, j'en ai pris ce matin l'engagement devant le Congrès du Parlement.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé d'aide au développement dans votre discours du Congrès, du problème de la drogue également, mais tous les Boliviens qu'on a rencontrés ce matin, qu'on a interrogés, nous ont dit que vous les aviez beaucoup aidés surtout à faire en sorte que la Bolivie organise les matchs éliminatoires de la Coupe du Monde de Football, vous allez tout à l'heure sur un stade. Est-ce que le football est aussi un domaine dans lequel on peut aider des pays. Il n'y a pas que les problèmes d'argent ?

- LE PRESIDENT.- Lorsque j'ai été élu, comme Président de la République française, j'ai manifesté l'importance que j'attachais à nos relations, à nos retrouvailles avec l'Amérique latine. Dans cet esprit, j'ai souhaité prendre des contacts et le premier Président d'Amérique latine que j'ai rencontré, c'est précisément le Président Sanchez de Lozada.

- Le Président bolivien m'a parlé des différents problèmes pour lesquels nous pourrions coopérer. Il m'a dit : il y a tout ce qui touche les relations politiques, économiques, culturelles, les problèmes de drogue, les problèmes d'aide au développement, - il m'a fait part à cet égard de son inquiétude -. Il m'a dit : il y a des problèmes touchant à la représentation de la Bolivie à l'UNESCO, des problèmes concernant les peuples premiers.

- Et puis il y a un problème : c'est la possibilité qui est, aujourd'hui semble-t-il, contestée que le stade de La Paz puisse accueillir les éliminatoires de la Coupe du Monde. Il m'a dit, vous êtes Président du pays organisateur, il faut que vous compreniez quelque chose : le football en Bolivie, c'est plus qu'un sport, c'est une culture, c'est quelque chose auquel tous les Boliviens, des plus jeunes aux plus âgés, sont profondément attachés et donc les priver pour des raisons qui ne sont pas évidentes de la possibilité de voir ces matchs dans leur ville, dans leur capitale, ce n'est pas convenable.

- Le Président m'a tout à fait convaincu, alors, je me suis associé aux efforts du gouvernement et du Président de Bolivie pour faire revenir les instances concernées sur cette décision. Cela n'a pas été très facile, mais en fin de compte, nous avons réussi. Je voudrais noter que nous allons voir tout à l'heure un match avec l'équipe de France junior-espoir contre l'équipe junior de Bolivie. Les jeunes Français sont arrivés il y a trois jours. Je me suis naturellement inquiété de savoir comment ils étaient, quelle était leur forme physique. Ils m'ont dit qu'ils étaient en très bonne forme et tout à fait prêts à battre les Boliviens, alors, que le meilleur gagne.\

QUESTION.- Quelle opinion avez-vous du problème de Lima où il reste encore 72 personnes emprisonnées dont notamment l'ambassadeur de la Bolivie ? LE PRESIDENT.- Je suis comme tout individu civilisé et démocrate, absolument consterné par cet événement. Je suis de tout coeur au côté du gouvernement du Pérou dans cette épreuve. J'ai déjà dit au Président toute ma solidarité pour ce qui concerne l'ambassadeur de Bolivie et aussi l'épouse de l'ambassadeur de Bolivie. J'espère que cette situation va trouver une issue. Je l'espère de tout coeur. Je dois dire que ce sont des méthodes qui sont vraiment en-dehors de notre siècle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous poser une question sur l'Albanie. Des appels de détresse nous arrivent d'Albanie, notamment des intellectuels de renom, comme Ismael Kadaré. Est-ce que vous pensez que l'Europe peut faire quelque chose pour casser le cycle de ce chaos ? Est-ce que la France peut faire quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- L'Albanie est loin de La Paz mais, néanmoins, je vous répondrai que les ministres des affaires étrangères de l'Union sont actuellement réunis au siège de la Présidence, c'est-à-dire aux Pays-Bas, pour arrêter une position commune. Je souhaite naturellement que l'Europe prenne toutes ses responsabilités dans cette affaire et qu'ainsi, elle puisse contribuer au règlement d'une crise, en ayant conscience que ce règlement peut et doit être, avant tout, un règlement de nature politique.\

QUESTION.- Je voudrais poser une question à Monsieur Chirac. Je représente un journal de La Paz, La Razon. Vous avez accordé une grande importance à la prochaine réunion des Nations unies sur la lutte contre le trafic de stupéfiants. Vous parlez d'une stratégie qui va être multilatérale, je crois, et vous parlez également de sanctions éventuelles. Nous voudrions que vous précisiez un peu votre pensée. Est-ce que cela va ressembler à ce que font les Etats-Unis avec la désertification ? Quelle sera cette stratégie ? Comment cela va être envisagé ? LE

PRESIDENT.- Vous aurez certainement l'occasion, en tant que journaliste, de prendre connaissance de mon discours, ce matin au Congrès, où j'ai évoqué longuement ce problème. Je n'ai pas du tout la conception des sanctions telles que vous évoquez. Pour une raison simple, c'est que je considère que dans cette affaire, il y a une co-responsabilité évidente. Bien naturellement, les pays qui produisent, mais ils produisent parce qu'il y a des pays qui consomment, et les pays qui consomment, alimentent par définition la production. Donc, il y a en fait une co-responsabilité. Ce qu'il faut, c'est ensemble mettre au point un système efficace pour lutter contre le narcotrafic. J'ai, tout à l'heure, pour que les choses soient claires, rendu hommage, et je le pensais vraiment sincèrement, à l'action menée par les autorités péruviennes, dans des conditions qui ne sont pas faciles, contre la drogue. Je l'ai dit très fermement.\

QUESTION.- Pour le Président Sanchez de Lozada, au sujet du problème de la drogue, le Président Jacques Chirac, ce matin dans son discours, a souligné la politique de destruction et de culture alternative menée à bien par la Bolivie. Je voudrais demander au Président si cette politique peut être vraiment efficace, étant donné que l'on sait, en fait, qu'il n'y a pas de culture plus rentable que la culture de coca. Lorsqu'on sait que les cultivateurs de la coca n'ont aucun souci en ce qui concerne les marchés parce qu'on vient chercher leurs produits, ils n'ont pas besoin de chercher un marché.

- M. SANCHEZ DE LOZADA.- Il n'y a pas de culture plus rentable que la coca effectivement. Il n'y a pas d'affaire plus rentable que le vol. Il est évident que ce qu'il faut faire, et le paysan serait prêt à l'accepter, c'est proposer des cultures licites, même si elles ne sont pas aussi rentables que la coca pour la stabilité de la famille des paysans, des communautés paysannes et du pays. Nous avons trouvé que s'il y a une interdiction, et si on maintient le prix de la feuille de coca et si, en même temps, on ouvre des marchés pour les productions alternatives, même si la rentabilité

même temps, en outre des marchés pour les productions alternatives, même si la rentabilité n'est pas aussi bonne, les paysans à ce moment-là acceptent cette solution, parce que comme cela, ils vivent en paix et en toute tranquillité et ils ne sont pas en marge de la loi et du respect de l'humanité tout entière.\

QUESTION.- Je voudrais demander à M. Sanchez de Lozada, quelle est l'importance de la France dans l'économie bolivienne maintenant que nous sommes associés au MERCOSUR et que la France est l'un des principaux pays de l'Union européenne, or l'Union européenne est l'un des premiers clients, l'un des premiers fournisseurs du MERCOSUR ?

- M. SANCHEZ DE LOZADA.- Nous pensons qu'avec le temps, il peut être très important de recevoir beaucoup d'investissements français ici. Nous le voyons déjà dans les hydrocarbures. Nous avons, par exemple, TOTAL qui travaille dans l'exploration. Jusqu'à présent, ils n'ont pas encore réussi autant qu'ils le voulaient, mais nous espérons que cela va changer. Dans l'énergie thermique et hydroélectrique, dans le secteur du gaz et du pétrole, dans le secteur de l'infrastructure, dans le secteur des transports entre les deux océans, et nous espérons, aussi d'ailleurs, que nous pourrions avoir une participation française dans les ports péruviens et chiliens, pour que ces ports acceptent de recevoir un volume important d'exportation de céréales ou d'autres parties du monde, d'Asie notamment.

- Donc, et c'est là la politique de la Bolivie, nous avons des accords de libre-échange qui nous ont imposé beaucoup de sacrifices sur le plan industriel. Mais nous comprenons que la Bolivie doit faire partie d'un nouveau marché intégré. Un marché aussi petit que le marché bolivien, ne peut pas se défendre en regardant vers l'intérieur. En fait, nous avons besoin de nous ouvrir sur d'autres marchés. C'est pour cela que nous avons fait un accord de libre-échange avec le MERCOSUR. Nous faisons partie de la communauté andine également, et nous avons un accord de libre-échange avec le Mexique ainsi qu'avec le Chili.

- Ces grands efforts, qui au début représentaient beaucoup de concurrence de la part de l'extérieur, visent à ce que l'industrie bolivienne et nous l'espérons l'industrie étrangère avec les Boliviens ou seule, puisse venir chez nous pour profiter de l'accès que nous donnons à tous les marchés sud-américains, tout particulièrement, si l'infrastructure est développée et cela nous l'avons entamé.\

QUESTION.- Si j'ai bien compris votre réponse sur les cultures de substitution, vous avez souhaité donc que l'on maintienne à un prix assez bas la coca. Je voudrais savoir comment y arriver, je ne suis pas un spécialiste ?

- M. SANCHEZ DE LOZADA.- La feuille de coca a un prix qui dépend du trafic des stupéfiants, donc, s'il y a une interdiction très forte, s'il y a une dépression très forte du trafic des stupéfiants, eh bien finalement la matière première baisse, c'est-à-dire la feuille de coca. Si on s'attaque au transport, au trafic de stupéfiants, on voit à ce moment là que le prix de la feuille de coca baisse, c'est-à-dire quand la police est efficace, à l'intérieur de la Bolivie et à l'extérieur de la Bolivie aussi, à ce moment-là, nous nous apercevons que le prix de la feuille de coca baisse. Nous voulons finalement que, pas tellement pour des raisons économiques, mais pour des raisons de tranquillité pour la famille et la communauté, les gens préfèrent produire autre chose que la feuille de coca. La feuille de coca est comme une bourse en fait, c'est-à-dire que lorsque le gouvernement ne fait plus autant de pressions et qu'il n'attaque pas directement le trafic alors à ce moment-là le prix monte. Lorsqu'il y a une interdiction très forte, le prix de la feuille de coca baisse. C'est comme cela que ça marche.\

QUESTION.- Monsieur Chirac, vous avez dit qu'il faut établir un accord avec tous les pays dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Jusqu'à maintenant, cependant, ce sont les Etats-Unis qui ont eu l'hégémonie en ce qui concerne les décisions en matière de lutte contre les stupéfiants. Est-ce que vous pensez qu'une action conjointe des pays permettrait de sensibiliser ce pays, les Etats-Unis, afin d'arriver à ce que la lutte soit véritablement une lutte authentique contre le trafic des stupéfiants ?

- LE PRESIDENT.- Avant de répondre, je voudrais rajouter quelque chose à la question précédente. Ce qu'a dit le Président, M. Sanchez de Lozada, est naturellement tout à fait exact. Les cultures de substitution ne sont pas aussi rentables que la coca. Il y a, néanmoins, deux

variables. Celle qu'a évoqué le Président à l'instant, et puis, il y a les mesures décidées par l'Union européenne permettant de faire rentrer sans droit de douane tous les produits issus de culture de substitution.

- Et moi, j'ai proposé à l'ONU, déjà, et je le repropose à la grande réunion de l'Assemblée générale, que l'on aille plus loin et que l'on finance, un peu comme la technique de l'aide aux fermiers américains ou de l'aide aux paysans européens, le différentiel, la différence entre le revenu issu de la coca et le revenu issu de la culture de substitution. Cela supposerait un peu d'argent, pas énormément, et en tous les cas, pratiquement rien par rapport à ce que coûtent dans le monde les ravages faits par la drogue.

- Donc, on pourrait parfaitement rendre les économies des pays producteurs moins dépendantes. J'ajoute, enfin, et cela reprend l'une des questions qui a été posée tout à l'heure sur la drogue, la première je crois, que la lutte contre la consommation doit également être amplifiée. Je ne suis pas favorable à la répression. Les drogués sont des gens qui sont des malades et qui doivent être traités. Mais en revanche on voit, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, se développer le commerce de façon presque visible sans que les pays réagissent comme ils devraient réagir et aujourd'hui c'est grave parce que pendant tout un temps les petits dealers étaient en réalité des drogués qui vendaient pour se procurer l'argent nécessaire à acheter leur propre drogue.

LE PRESIDENT.- `Suite sur la lutte contre la drogue` Mais aujourd'hui se développe, surtout en Amérique mais aussi en Europe très largement, un trafic qui consiste à vendre de la part de gens qui ne consomment pas, qui font vraiment le commerce, qui ont compris qu'il ne fallait pas utiliser la drogue mais qu'en revanche on pourrait en tirer de grands profits. Alors là, la répression doit être d'une sévérité très grande. Elle ne l'est pas. Elle ne l'est pas sur le plan policier et elle ne l'est pas non plus sur le plan juridique. Les peines ne sont pas adaptées.

- Autant je considère que le dealer drogué doit être traité comme un drogué non pas comme un dealer, autant je considère que le dealer non drogué doit faire l'objet des peines les plus sévères et ça aussi bien aux Etats-Unis qu'en France. On ne peut pas indéfiniment accuser les pays qui produisent et ne pas tirer les conséquences de nos propres comportements ou législations en ce qui concerne la consommation : c'est ce que j'appelle la co-responsabilité.

- Qui doit faire quoi ? Les Etats-Unis ont évidemment un très grand rôle puisqu'ils consomment la moitié environ de la drogue produite dans le monde mais l'Union européenne a également un rôle important. Je vous signale que dans le cadre de la coopération avec la Bolivie pour prendre cet exemple, sur le plan multilatéral, plus de 70 % des ressources du PNUCID qui est l'organisation du programme des Nations unies contre la drogue, plus de 70 % des ressources viennent de l'Union européenne.

- Sur le plan communautaire également, à l'initiative d'ailleurs du Président Sanchez de Lozada, à sa demande - lorsque nous nous étions rencontrés en 1995, j'ai défendu et j'ai soutenu ses démarches auprès de l'Union européenne - il y a eu la mise en place d'un plan pour le développement alternatif de la part de l'Union européenne. J'ajoute que sur le plan bilatéral nous avons également une coopération qui ne marche pas mal du tout.

QUESTION.- Une question pour M. le Président de Lozada, je voudrais savoir quelle est l'idée que vous vous faites de la France de 1997, quelle analyse faites-vous de notre pays et qu'en attendez-vous ?

- M. SANCHEZ DE LOZADA.- Pour nous, à nos yeux, la France est une France en mouvement, une France qui essaie de faire face aux changements. Ce n'est jamais facile vous me l'accorderez. Machiavel l'avait d'ailleurs déjà dit "je ne vous recommande pas le changement, parce que ceux qui sont affectés par ce changement s'en rendent compte immédiatement et ceux qui en profitent mettent beaucoup de temps à se rendre compte de ce bénéfice". Donc pour nous si vous voulez la France est un pays qui a résolu nombre de ses problèmes, la France est un pays qui sait que la paix est revenue en Europe et veut maintenant se retourner à nouveau vers le monde.

- Cette visite du Président Chirac, à la différence d'ailleurs de la visite du Président de Gaulle, se fait au moment où l'Amérique latine, l'Amérique du Sud, s'est décidée à faire partie du monde

démocratique afin de lutter contre la pauvreté, contre l'injustice et de les supprimer. Pour nous la France, bien sûr, c'est l'aide qu'elle peut nous apporter, aide bilatérale apportée au développement.

- Mais nous voyons surtout en la France sa volonté, sa volonté de parler pour notre région, de parler pour d'autres régions afin de nous inclure dans des blocs plus importants dans ce monde multipolaire que nous connaissons et dans lequel nous devons vivre. Grâce à la France nous avons un espoir. Cet espoir là, la visite du Président Chirac en Amérique latine et en particulier ici en Bolivie est un souffle d'espoir car nous nous rendons compte qu'il y a des gens qui comprennent nos problèmes, qui nous accompagnent et qui nous aideront dans la mesure de leurs possibilités.

- Nous savons aussi que les problèmes du tiers-monde se retrouvent aussi dans le monde industrialisé. Nous pensions bien sûr que nous allions nous transformer en pays développés et leur ressembler et puis maintenant on se rend compte un peu que les pays développés sont en train de se sous-développer un petit peu quelquefois. Ils ont des problèmes d'immigration, de drogue, de pauvreté qu'ils ne connaissaient pas par le passé. Par conséquent, eux aussi, ils doivent changer pour rechercher le plein emploi, pour retrouver l'espoir ce qui fait que tout cela nous unit, nous rapproche.

- Les problèmes sont de plus en plus similaires, le problème de la drogue, le problème de l'environnement. Ce ne sont pas des problèmes spécifiques à tel ou tel pays. Ce sont des problèmes de santé, des problèmes qui affligent tous les pays. Il est évident qu'un pays isolé ne peut rien faire il faut qu'il soit aidé. On ne peut pas éradiquer le SIDA dans un pays si on ne le fait pas dans les autres pays. On ne peut pas protéger l'environnement dans un pays uniquement. On ne peut pas lutter contre la drogue, contre le chômage, contre le manque de respect des cultures et des identités dans un seul pays.

- C'est la raison pour laquelle, la visite de la France représente pour nous la visite d'un pays qui a une histoire longue, qui a beaucoup d'influence, qui a beaucoup de personnalités et cette visite c'est un peu un message qui nous explique que nous faisons tous partie d'un seul monde. Que quelque soit notre importance économique, sociale, politique, la France nous a montré qu'elle était prête à aller main dans la main avec notre pays.

- Monsieur le Président, messieurs les Présidents, mesdames et messieurs, je vous remercie.\

LE PRESIDENT.- Je voudrais dire un dernier mot, c'est très court. D'abord je voudrais dire que je sais, monsieur le Président, que votre pays est sous le choc du décès récent de Monsieur Carlos Palenque, homme politique de grand talent, qui a toujours défendu avec coeur les plus humbles et je souhaite m'associer à l'hommage qu'il lui a été rendu par le gouvernement et par le peuple bolivien.

- Ma deuxième remarque, qui est plus celle du coeur, c'est le très grand merci que je voudrais dire au Président et à Mme Sanchez de Lozada, au Président et à Mme Cardenas, à l'ensemble des autorités boliviennes et en particulier au ministre des affaires étrangères qui nous reçoit chez lui. Mais surtout, surtout, à tout le peuple bolivien pour qui j'ai de l'estime, du respect et de l'amitié. Notamment à tous ces Boliviens qui nous ont, ce matin et cet après-midi, accueillis avec tant de chaleur, de générosité et de gentillesse. Parmi ces Boliviens, je voudrais tout particulièrement remercier tous les enfants qui étaient là, qui étaient adorables et qui gentiment nous ont dit bonjour.

- Alors je remercie le peuple bolivien de tout coeur pour son accueil, je ne l'oublierai pas.

- M. SANCHEZ DE LOZADA.- Un autre petit commentaire, je voudrais dire qu'aujourd'hui, et hier d'ailleurs, je me suis convaincu que l'homme politique le plus populaire en Bolivie, c'est Jacques Chirac.\